



**HAL**  
open science

## Les enjeux de l'accès au terrain

Hélène Combes

► **To cite this version:**

| Hélène Combes. Les enjeux de l'accès au terrain. Mag AFSP , 2022, 3, pp.32-33. hal-04249590

**HAL Id: hal-04249590**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-04249590>**

Submitted on 19 Oct 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



## LIBÉRER LA PAROLE

# Les enjeux de l'accès au terrain

**Guerres (civiles), pandémie, mais aussi nouvelles réglementations des universités et des organismes de recherche, autant de facteurs qui pèsent sur l'accès au terrain aux quatre coins du monde et conditionnent une partie de la production scientifique.**

**C**et article reprend quelques-unes des grandes lignes de débat qui ont émergé lors de la conversation méthodologique du congrès de l'AFSP à Lille « (Non) accès au terrain », organisée en juillet 2022 par Héléne Combes et Jacobo Grajales. Il revient sur des expériences contrastées en fonction des statuts, des nationalités, des générations, montrant que, pour les chercheurs, il n'y a pas de lien univoque entre contextes politiques et activités de recherche. Il pose aussi la question presque taboue de la division (internationale) du travail scientifique.

### Ce que veut dire le non-accès

La discussion fut claire sur un point : il n'y a pas de consensus quant aux effets d'événements perturbateurs sur la question de l'accès au terrain. Si, pour certains, ils entraînent l'abandon de leur objet de recherche pour un temps ou pour longtemps, ils apparaissent, pour d'autres, au contraire, comme des moments particulièrement propices en servant de révélateur à des phénomènes sociaux et politiques restés, jusque-là, à l'état latent. Revenons d'abord sur des expériences de relatives fermetures du terrain. Laura Ruiz de Elvira a vécu en Syrie sous le régime d'Assad pendant sa thèse : « C'était un terrain qui était un peu compliqué non seulement à cause de la méfiance du régime, mais aussi de

la peur des Syriens à parler avec des chercheurs étrangers. Donc c'était un terrain qui avait surtout été inscrit dans la durée, très marqué par une négociation très lente d'accès aux enquêtés [...] en tissant des liens de confiance et en multipliant les postes d'observation ».

Après le début de la guerre, Laura Ruiz de Elvira acte l'impossibilité de se rendre en Syrie. Elle opte donc pour des enquêtes plus courtes (liées aussi à l'évolution de sa situation personnelle) auprès des Syriens déplacés dans les pays voisins. Elle s'interroge cependant sur l'éthique de cette démarche qui conduit à sursolliciter des enquêtés exilés et épuisés, posant l'épineuse question de la légitimité de notre travail.

Josaphat Musamba évoque un autre cas de figure en République démocratique du Congo (RDC), dans une configuration de pratique assez labile de la recherche entre travail universitaire et expertise : « Après la mort de deux collègues qui faisaient eux aussi un rapport de recherche pour l'ONU, mes déplacements ont dû se faire sous protection. Mais arriver accompagné de Casques bleus pour enquêter sur des groupes armés, cela rend clairement plus difficile la relation de confiance et la libération de la parole. Le regard des enquêtés se transforme et cela reconfigure en profondeur la politique d'accès. »

Rares sont donc les cas où le terrain se referme complètement — à l'exception peut-être de la Russie aujourd'hui — mais les difficultés nouvelles pour y accéder posent des défis méthodologiques et sou-

Gilles Dorronsoro, Kandahar (Afghanistan, 2012)

Photo prise pendant un entretien avec un ancien cadre du régime.

lève aussi des questions déontologiques sur le rapport aux enquêtés. Gilles Dorronsoro apporte un éclairage fort différent appelant à bien distinguer deux éléments trop souvent confondus selon lui, fermeture du terrain et niveau de violence. « Ce que je constate sur mes terrains, c'est que le rapport est pratiquement inverse entre l'ouverture du terrain et certaines formes de violence visibles. Ainsi, la Syrie n'a jamais été plus ouverte qu'en 2011. [...] Même chose en Afghanistan : dans les années 1980, tout était un peu compliqué puisque les Soviétiques étaient là et n'étaient pas complètement bienvenus, enfin, c'était une guerre d'assez forte intensité ! Mais ce sont les années où je circulais assez facilement. On pouvait faire beaucoup de choses. »

Pour Gilles Dorronsoro, le non-accès ne serait donc pas seulement lié au contexte du pays étudié mais bien un construit institutionnel de la perception du risque.

### Le non-accès, un construit institutionnel ?

Ainsi rappelle-t-il que personne ne se préoccupait des ordres de missions quand il a débuté ses travaux en Afghanistan en 1988. Et puis « le Quai d'Orsay s'est mis à faire des coloriations [de pays classés à risques] et cela a eu des effets dans le monde réel ». Josaphat Musamba évoque comment la découverte de ses contraintes institutionnelles quand il commence sa thèse en Belgique a façonné en partie son questionnement de recherche. Aujourd'hui, l'ordre de mission est la première étape de tout travail de terrain — et la dernière en cas de refus de l'institution habilitée à le délivrer. Au cours des dix dernières années, si ces derniers furent légion, tous les chercheurs ne s'y sont pas pliés, posant parfois des congés pour partir sur des zones de conflits et prenant ainsi à leurs frais les risques encourus. Cette pratique soulève de vraies interrogations déontologiques sur le métier au-delà de choix individuels. Se pose ainsi la question de la prise de risque comme un construit institutionnel mais aussi social, lié à des positionnements de genre, de statut familial ou générationnel.

### Le coût professionnel du terrain à risque

La conversation méthodologique a permis de mettre le doigt sur un autre aspect finalement bien moins verbalisé : l'ambivalence du milieu professionnel vis-à-vis de ces configurations. Il y a d'abord ce que l'on dit et ce que l'on fait d'un terrain dangereux. Gilles Dorronsoro le rappelle : au début de sa carrière, pas question d'évoquer les balles qui sifflent au-dessus de sa tête : « surtout la règle implicite — que je m'étais donnée moi-même d'ailleurs, on ne m'avait jamais rien imposé — c'était de ne jamais parler du fait que ça tirait un peu dans tous les sens. Alors je faisais des papiers... des papiers où rien n'était dit de la réalité quotidienne de la guerre ! ». À partir de 2010, dans le sillage d'un certain tournant réflexif de la science politique, notamment sur les terrains dits difficiles, la parole se libère. Néanmoins, si l'on parle désormais des balles, on parle moins des morts ou des relations tissées avec des enquêtés peu fréquentables.

Les bouleversements du terrain créent aussi des situations très paradoxales chez les jeunes chercheurs précaires. Laura Ruiz de Elvira l'a évoqué en détail : la fermeture du terrain s'est accompagnée d'une déferlante de sollicitations d'expertises et d'interventions dans les médias, d'autant plus importantes qu'elle est à cheval sur plusieurs pays. Pour elle, qui fait partie de cette génération dont la thèse a été frappée de plein fouet par les révolutions arabes, la terminer a été un véritable défi. Puis est venue la difficulté suivante : convaincre les jurys de la pertinence de recruter quelqu'un qui, à leurs yeux, n'aurait plus accès à son terrain. Situation bien paradoxale où sa connaissance de la Syrie l'a surexposée à certaines sollicitations mais a bien failli lui fermer la voie de l'accès même au métier.

### Non-accès et division internationale du travail scientifique

Pour terminer, il paraît important de s'arrêter sur un point essentiel : des formes — certes pas nouvelles mais exacerbées — de division internationale du travail touchant notamment certains terrains africains. Si une partie de cette division internationale du travail est largement due à une évolution de la science politique *mainstream* autour de grandes bases de données nécessitant des sous-traitants locaux, une autre est aussi liée à une mutualisation ou à une sous-traitance du risque, comme l'a expliqué Josaphat Musamba. Celui-ci rappelle aussi à quel point les inégalités entre chercheurs s'enracinent dans une réalité économique : la nécessité de percevoir un salaire. On voit cependant clairement dans son récit que ce phénomène est très fortement articulé à la question de l'expertise, notamment pour des organisations internationales, montrant à quel point une réflexion est à mener sur la participation d'universitaires à de telles entreprises. Quand il s'agit d'un travail purement académique, la question se pose plus en termes de rétribution symbolique et d'accès à l'espace des publications... qui conditionnent cependant, là aussi, une partie de l'accès aux métiers.

Comme le résume Gilles Dorronsoro, derrière la division internationale du travail, trois questions analytiquement différentes doivent être distinguées : les paradigmes, l'organisation de la sous-traitance et les champs universitaires connectés mais pas identiques.

Le débat avec la salle, marqué par une forte présence de collègues travaillant sur l'Ukraine et la Russie, a montré à quel point ces questionnements sont au cœur de la pratique de la recherche sur de nombreux terrains et comment ils conditionnent méthodes et appareillages théoriques. Autant d'aspects qui manifestent une urgence scientifique et ont convaincu l'équipe de l'AFSP de la nécessité de mutualiser les expériences et de favoriser la création d'un groupe de recherche (GR) sur cette thématique.

HÉLÈNE COMBES

Directrice de recherche CNRS au CERI-Sciences Po, membre du Bureau de l'AFSP